

Sommaire de recherche sur la violence familiale

Violence fondée sur le genre et
accès au système de justice pour
les étudiants et les étudiantes de
l'étranger dans les établissements
d'enseignement supérieur

Numéro 19 | *Février 2023*



ALLIANCE OF CANADIAN
RESEARCH CENTRES
ON GENDER-BASED VIOLENCE

Ce sommaire de recherche fait partie du projet de l'Alliance des centres de recherche canadiens sur la violence basée sur le genre intitulé « Contribuer à la santé des survivantes de violence familiale dans les procédures de droit de la famille ». Le présent document a été produit grâce à la contribution financière de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC). À l'Université Simon Fraser, nous vivons et travaillons sur les territoires traditionnels non cédés des peuples des nations Salish de la côte de xʷməθkwəyəm (Musqueam), Skwxwú7mesh (Squamish), and Səlilwətał (Tseil-Waututh) Nations.

Citation suggérée

Yercich, S., Jackson, M., Lehal, K. K., & Ruan, C. (2023). Violence fondée sur le genre et accès au système de justice pour les étudiants et les étudiantes de l'étranger dans les établissements d'enseignement supérieur. *Sommaire de recherche sur la violence familiale* (19).

Édition et mise en page

Sarah Yercich, (Ph.D.), directrice adjointe du FREDA Centre for Research on Violence Against Women and Children

Emily Kumpf, coordonnatrice des communications au Centre de recherche et d'éducation sur la violence contre les femmes et les enfants

Traduction

Benoit Dutrisac

Partagez avec nous vos commentaires sur ce sommaire de recherche.

Cliquez sur le lien ci-dessous pour faire part de vos commentaires sur ce sommaire ou de vos suggestions sur des ressources futures : https://uwo.eu.qualtrics.com/jfe/form/SV_bQPgoQ57z58PpC6

Venez-vous joindre à nous !

[Site Web](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#)



Public Health
Agency of Canada

Agence de la santé
publique du Canada

Violence fondée sur le genre et accès au système de justice pour les étudiants et les étudiantes de l'étranger dans les établissements d'enseignement supérieur

Introduction

Au cours des deux dernières décennies, le nombre d'étudiants étrangers au Canada a triplé pour atteindre le chiffre de plus de 600 000, ce qui représente plus de 14 % de l'ensemble des inscriptions dans les établissements postsecondaires au Canada (Bureau canadien de l'éducation internationale [BCEI], 2018; voir également De Moissac et coll. 2020; Firang et Mensah, 2022). Par exemple, 31 % du corps étudiant de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) est composé d'étudiants étrangers (Dwyer, 2017). On trouve des taux similaires à McGill (30,75 %), à l'Université Simon Fraser (SFU) (20,7 %, à l'exclusion des étudiants diplômés) et à l'Université de Toronto (U of T) (21 %). Depuis 2000, les inscriptions d'étudiants étrangers dans les établissements postsecondaires ont augmenté de 376,5 % et en 2019, la contribution des étudiants étrangers au produit intérieur brut (PIB) canadien a atteint la somme de 21,6 milliards de dollars (De Moissac et coll. 2020; Firang et Mensah, 2022; Statistique Canada, 2018, 2020). Beaucoup de ces étudiantes et étudiants prévoient de rester au Canada après avoir terminé leurs études postsecondaires. Plus précisément, comme l'a constaté le BCEI (2016), environ 51 % des étudiants de l'étranger ont l'intention de demander leur résidence permanente après l'obtention de leur diplôme.

Les étudiants et les étudiantes de l'étranger sont attirés par l'idée de terminer leurs études postsecondaires au Canada pour de nombreuses raisons, notamment la qualité de vie au pays, les possibilités d'emploi après l'obtention de leur diplôme et les voies à suivre pour immigrer (Arrive, n.d.). De plus, le gouvernement canadien reconnaît les nombreux avantages provenant des étudiants étrangers, comme leur contribution au PIB grâce aux frais de scolarité et aux droits d'inscription élevés (Dam et coll., 2018; Firang et Mensah, 2022). Pourtant, les gouvernements fédéral et provinciaux en n'ont pas assez fait pour amoindrir les obstacles et les défis auxquels sont confrontés les étudiants et les étudiantes de l'étranger. Ces obstacles comprennent, entre autres, des difficultés liées à leur immigration, l'insécurité financière, se loger (par exemple, l'insécurité et le surpeuplement) et un accès limité aux mesures d'aide et aux ressources (par exemple, en matière de soins de santé et de bien-être, de justice et de sécurité) (Hutcheson et Parsons, 2022), en

Qu'est-ce qu'un établissement d'études postsecondaire?

Le vocable *postsecondaire* s'applique aux instituts techniques, aux collèges et aux universités.

particulier en ce qui a trait à des mesures et ressources ne mettant pas leur culture en danger.

Malgré leur importance et la hausse rapide du nombre d'étudiants et d'étudiantes étrangers dans la société canadienne dans son ensemble - et dans les établissements d'enseignement postsecondaire en particulier - leur sexpériences de la violence sexiste (p. ex., la violence sexuelle ou la violence conjugale) est un sujet peu étudié (DeKeseredy et Kelly, 1993; Forbes-Mewett et McCulloch, 2016; Hutcheson et Parsons, 2022; Yakushko et coll., 2008). Parmi les recherches existantes, une grande partie de celles-ci se concentre sur des compréhensions théoriques de la situation (par exemple, voir Park, 2018) et l'accès aux services (par exemple, voir Todorova et coll. 2022). En outre, ces recherches négligent largement les expériences des étudiants et étudiantes de l'étranger dans le contexte des études postsecondaires au Canada. Ces lacunes dans la recherche sont encore plus amplifiées par le fait que très peu de recherches sont axées sur les expériences des étudiants étrangers en matière de violence sexiste sur les campus et à l'extérieur de ceux-ci au pays (par exemple, sur les ententes pour les logements partagés ou sur les propriétaires véreux) (Bonistall Postel, 2020).

En raison du manque de recherches universitaires sur la violence sexiste perpétrée contre les étudiantes étrangères, en particulier dans le contexte canadien, une grande partie de la documentation contextuelle a une portée internationale (p. ex., en étant tirée des États-Unis, de l'Australie et du Royaume-Uni). Cependant, les obstacles pour leur sécurité rencontrés par les étudiantes internationales, ainsi que les inégalités intersectionnelles (et qui accroissent leur vulnérabilité et les exposent à un risque accru de violence sexiste) « se transmettent au-delà des frontières » (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016, p. 347). En tant que telle, cette recherche est donc pertinente pour mieux saisir ces enjeux dans un contexte canadien.

Violence fondée sur le genre (VFG)

Les recherches qui explorent la violence sexiste subie par les étudiantes et les étudiants dans le cadre de l'enseignement postsecondaire se concentrent presque exclusivement sur les étudiants de leur pays ou traitent les étudiants et étudiantes comme un groupe homogène, en ignorant des facteurs clés tels que le statut d'étudiant international (par exemple, voir Burczkacka, 2020; Jeffrey et Barata, 2019; Muehlenhard et coll., 2017). Parmi les recherches se concentrant sur d'importantes identités et vulnérabilités

Les étudiantes internationales ont en particulier ont le désavantage supplémentaire d'être vulnérables face aux relations de pouvoir déséquilibrées avec des hommes, que ce soit au sein, ou plus rarement en dehors, de leur groupe national ou ethnique. La vulnérabilité à la violence sexiste peut être liée à des idéologies raciales ou culturelles, car les étudiantes étrangères ont tendance à être exploitées par des individus de leur propre groupe national qui ont bénéficié d'une confiance mal fondée basée sur des points communs sur le plan culturel. Cette vulnérabilité peut aussi être liée à leur manque de connaissance des normes culturelles locales, ce qui peut être exploitée par des personnes appartenant ou non à leur groupe national. Le grand nombre d'étudiantes et d'étudiants étrangers qui sont en situation d'insécurité financière ajoute encore une autre couche de vulnérabilité intersectionnelle.

(Forbes-Mewett & McCulloch, 2016, p. 349)

intersectionnelles liées à des expériences de violence sexiste (par exemple, sur les étudiants universitaires transgenres), le statut d'étudiant international reste souvent ignoré (par exemple, voir Martin-Storey et coll., 2018). L'intersection du « genre, de la race, de la classe sociale et du statut d'étudiant international » expose les étudiantes de l'étranger à un risque accru de subir des violences dans leur pays d'accueil par rapport à leurs semblables (c'est-à-dire les étudiants au pays, les étudiants étrangers blancs, anglophones ou masculins, ou les deux à la fois) (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016, p. 346; Hutcheson et Parsons, 2022; Poljski, 2011). Comme le note Poljski (2011), les étudiantes provenant de l'étranger « sont plus appelées que leurs homologues masculins à être victimes de discrimination (même au sein de la communauté des étudiants étrangers), de violence physique, de harcèlement sexuel et d'exclusion sociale » (p. 17) et ce, en particulier pour les femmes de couleur (Hutcheson et Parsons, 2022).

La violence fondée sur le genre, telle que la violence sexuelle et la violence conjugale, perpétrée à l'encontre des étudiantes internationales est courante, pas ou peu signalée (par exemple, la honte, la culpabilité, la peur, la méconnaissance des ressources disponibles) et insuffisamment étudiée (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016; Hutcheson et Lewington, 2017; Hutcheson et Parsons, 2022; MOSAIC, n.d.a.; Sable et coll., 2006). On a également constaté que les étudiants étrangers, hommes et femmes confondus, minimisent ou rejettent leur expérience de la violence sexiste (Yamawaki et coll., 2009). Toutefois, ce que l'on sait met en évidence la gravité et l'importance de la lutte contre les violences sexistes perpétrées à l'encontre des étudiantes et des étudiants étrangers, tant au Canada que dans d'autres pays.

En se basant sur leur recherche au Québec et en Ontario, Hutcheson et Parsons (2022) notent :

41,6 % des étudiantes et des étudiants étrangers des universités francophones au Québec ont subi au moins un incident de violence sexuelle sur leur campus. Une enquête menée à l'Université McGill a démontré que 38,6 % des étudiantes et étudiants étrangers ont été victimes de harcèlement sexuel et 23,6 % d'agression sexuelle. (parag. 3)

Ces violences ont tendance à être perpétrées par des personnes connues de ces femmes. Souvent, ladite violence est perpétrée par des hommes « du même groupe culturel et avec lesquels elles ont

Étudiants étrangers et VFG

MOSAIC a signalé que les établissements d'enseignement supérieur peuvent mal gérer les cas de violence fondée sur le genre dont sont victimes les étudiantes de l'étranger.

Dans un communiqué de presse, MOSAIC a noté que « plusieurs étudiants étrangers ont dit à MOSAIC qu'ils ou elles n'ont reçu aucun soutien ou conseils de la part de leur maison d'enseignement lorsqu'ils ou elles ont révélé avoir été victime d'une agression sexuelle [...] Par exemple, une étudiante de 21 ans nous a dit qu'après avoir été agressée, elle ne savait pas vers qui se tourner. Elle a fini par révéler l'agression à son professeur qui ne l'a pas crue et qui lui a fait craindre d'être renvoyée de l'école » (cité dans *BurnabyNow*, 2019, parag. 5).

eu une relation personnelle » (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016, p. 347; voir également Forbes-Mewett, 2011; Poljski, 2011).

L'étude de Fisher et coll. (1998) avance que les étudiantes internationales présentent un « cible attrayante » en raison d'une protection moindre (p. ex, familles, réseaux sociaux) et du soutien dans les pays d'accueil, ainsi que d'une plus faible probabilité d'une « riposte » (citée dans Forbes-Mewett et McCulloch, 2016, p. 349), des barrières linguistiques, d'un manque de connaissance des lois et du système judiciaire au Canada et des « difficultés à identifier ce qu'est la violence sexuelle » (MOSAIC, n.d.b., parag. 3; voir également *BurnabyNow*, 2019; CBC News, 2019). Il convient de noter que les personnes commettant des actes de violence fondée sur le genre à l'encontre des étudiantes étrangères sont souvent des personnes en position de pouvoir (par exemple, des partenaires intimes dont elles dépendent, les propriétaires de leur logement, les employeurs, les chargés de cours, les instructeurs ou les professeurs) (Hutcheson et Parsons, 2022).

Vulnérabilités et complexité des enjeux

Il est problématique d'amalgamer les expériences des étudiantes et des étudiants nationaux et internationaux des établissements d'enseignement postsecondaire, car leurs vulnérabilités et les obstacles à leur sécurité sont souvent différents. Les facteurs qui contribuent aux expériences des étudiantes étrangères en matière de violence fondée sur le genre sont, entre autres, les suivants :

1. L'éloignement géographique, social et émotionnel par rapport aux réseaux de soutien et des communautés, ce qui réduit les systèmes de protection et augmente la probabilité de s'engager dans des relations propices à la violence (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016, p. 349).
2. La dépendance à l'égard de partenaires violents en raison d'un statut de titulaire d'un visa temporaire (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016; Poljski, 2011)
3. La « liberté retrouvée » vécue par les étudiants étrangers de sexe masculin qui « ne sont plus sous la surveillance de leur famille et de leurs amis dans leur pays d'origine » (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016, p. 349).
4. Un manque de connaissances vis-à-vis de leur pays d'accueil et de leur nouveau milieu de vie ou

Se loger

À Sudbury, en Ontario, 14 étudiants étrangers partageaient une maison de trois chambres à coucher « convertie en sept chambres à coucher, plusieurs personnes vivant dans la même chambre » (Gemmill, 2022, par. 2). Outre le surpeuplement, les étudiants étrangers étaient confrontés à plusieurs problèmes de santé et de sécurité, notamment des infestations (punaises de lit, cafards et rats) et l'absence de détecteurs de fumée ou de monoxyde de carbone en bon état de marche.

Comme l'a fait remarquer Joscelyne Landry-Altman, conseillère municipale à Sudbury, « vous avez une population vulnérable qui arrive dans notre ville, qui choisit de vivre ici et qui se fait exploiter par des marchands de sommeil » (cité dans Gemmill, 2022, par. 26).

sur les mesures de soutien et les ressources qui s’y trouvent (Coston, 2004; Forbes-Mewett et McCulloch, 2016).

5. L’augmentation du nombre des obstacles à un accès à des mesures d’aide et à des services de soutien, en particulier ceux offerts qui sont sensibles à la dimension culturelle et accessibles sur le plan linguistique, ce qui entrave leur capacité et leur volonté de divulguer des gestes de violence ou de demander de l’aide, ou les deux à la fois (voir la section *Barriers and Challenges*, pp. 8-11).

Les conditions pour se loger sont un élément clé pour comprendre les vulnérabilités et les obstacles à la sécurité rencontrés par les étudiantes étrangères (par exemple, voir Forbes-Mewett et McCulloch, 2016; Hutcheson et Parsons, 2022; McEwan et Texeira, 2012). Le fait que les loyers soient inabordables, surtout dans des villes comme Vancouver (en Colombie-Britannique) et Toronto (en Ontario), ainsi que les problèmes de surpeuplement et d’insécurité dans les logements exposent, entre autres, ces femmes à un risque accru.

Une autre considération importante est que les milieux associés aux études postsecondaires peuvent normaliser la violence fondée sur le genre (par exemple, le harcèlement sexuel ou même la violence sexuelle) (Eyre, 2000; Forbes-Mewett et McCulloch, 2016). Comme l’a expliqué une étudiante de l’étranger :

Il s’agit d’un groupe de professeurs de la vieille école, de vieux Blancs qui ont profité de leur position de pouvoir par rapport au fonctionnement du financement, à la direction des travaux de recherche et même par rapport au choix des articles à publier, ce qui a beaucoup affecté leurs collègues féminines. Il y avait une faculté qui avait la réputation d’embaucher des doctorantes venant d’Europe. Elles se sont retrouvées isolées aux États-Unis et lorsqu’elles ont été agressées ou harcelées par leur patron, elles ne savaient pas quoi faire et étaient désespérées parce qu’elles espéraient bâtir une carrière aux États-Unis et avaient peur d’être renvoyées chez elles parce qu’elles étaient ici avec des visas. (cité dans Bloom et coll., 2021, p. 1660)

Les étudiants étrangers du premier et deuxième cycle, les étudiantes en particulier, ont exprimé leur manque de confiance et de sentiment de sécurité dans les établissements d’enseignement supérieur (Bloom et coll., 2021). Un des facteurs y contribuant est *l’inégalité des dynamiques* de pouvoir dans les cas de harcèlement sexuel et de violence fondée sur le genre, qui donne à ces étudiants et ces étudiantes l’impression que leur réussite n’est pas soutenue par les autorités et qu’ils ou elles pourraient ne pas être en mesure d’obtenir leur diplôme dans ce contexte.

Obstacles et défis à relever

Le contexte de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 est devenue un point tournant pour la plupart des aspects de la vie des gens dans le monde, les populations les plus vulnérables, comme les étudiants étrangers, subissant des répercussions plus importantes sur les plans personnel, social, éducatif et financier (Firang et Mensah, 2022; Van de Velde et coll., 2021). Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, les étudiants et les étudiantes de l'étranger ont connu, par rapport aux étudiants du pays d'accueil, des taux accrus de :

1. l'insécurité du logement;
2. des conditions de vie préjudiciables (par exemple, le surpeuplement);
3. l'insécurité financière et la pauvreté relative à absolue;
4. des problèmes de santé physique et mentale; et
5. l'isolement (par exemple, l'éloignement de la famille et des amis et les restrictions pour les voyages liées à la pandémie) (Van de Velde et al., 2021).

Le gouvernement fédéral a tenté d'atténuer certains des préjudices causés par la pandémie de la COVID-19 en offrant une aide financière et des programmes sociaux à la plupart des Canadiens, comme la [Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants](#) (PCUE), la [Prestation canadienne d'urgence](#) (PCU) et [l'extension des prestations d'assurance-emploi](#) (A.E.). Pourtant, les étudiants et les étudiantes de l'étranger ne sont pas admissibles à cette forme d'aide (Firang et Mensah, 2022). Il convient de noter que les étudiants étrangers peuvent avoir été admissibles aux prestations du [programme Recovery Benefit](#) de la Colombie-Britannique et à d'autres aides accordées par les provinces au Canada. Cependant, on manque de données sur la proportion des étudiants étrangers qui ont reçu une telle aide par rapport à tous les autres demandeurs au pays.

Les retards de l'appareil gouvernemental et liés à l'immigration ont remis en question la sécurité et le bien-être des étudiants étrangers pendant la pandémie de COVID-19. Les obstacles et les défis particuliers auxquels sont confrontés les étudiants étrangers sont les suivants :

1. des retards dans l'approbation des permis d'études et des visas (Sciarpelletti, 2020);
2. des restrictions sur les voyages internationaux ayant un impact sur l'arrivée au Canada et l'inscription aux cours (Firang et Mensah, 2022; Hari et coll., 2020);
3. le retard dans l'examen, le traitement ou l'approbation des demandes de résidence permanente; et

4. des difficultés à trouver et à conserver un emploi suffisamment rémunérateur (Gordon, 2020).

Il convient de noter que le taux de chômage au Canada était proche de son niveau le plus bas en 40 ans avant la pandémie de la COVID-19. Néanmoins, plus de 3 millions d'emplois ont été perdus au plus fort des fermetures d'entreprise liées à la pandémie; ces pertes d'emplois ont eu un impact différent et disproportionné sur la sécurité et le bien-être des populations vulnérables, telles que les étudiantes et étudiants étrangers (Gordon, 2020).

Au plus fort de la pandémie, les étudiants étrangers, en particulier ceux qui étaient sur le point d'obtenir leur diplôme, ont eu de plus en plus de mal à trouver un emploi qualifié, ce qui a eu des répercussions sur leur demande de résidence permanente; à cela se sont ajoutés des obstacles supplémentaires liés au système d'immigration et aux politiques de l'emploi. Toutefois, pour atténuer certains de ces problèmes, le gouvernement fédéral canadien a proposé une *Voie d'accès de la résidence temporaire à la résidence permanente* comme parcours d'immigration pour les étudiants étrangers nouvellement diplômés de mars à novembre 2021 (IRCC, 2021).

Ces contextes liés à la COVID-19 ont probablement eu un impact sur la sécurité des étudiants étrangers au Canada et ailleurs dans le monde. Bien qu'aucune recherche n'ait encore suffisamment exploré ces liens, on sait que bon nombre des problèmes décrits ci-dessus amplifient le risque de violence fondée sur le genre pour les étudiantes étrangères et augmentent leur vulnérabilité face à ce type de violence.

Sécurité et recherche d'aide

La violence fondée sur le genre a des répercussions sur la santé et le bien-être des étudiantes étrangères, en particulier pour les femmes racisées (Hutcheson et Parsons, 2022; Poljski, 2011). Les étudiants étrangers connaissent également des problèmes de santé mentale à des taux plus élevés que leurs homologues des pays d'accueil (Clough et coll., 2019; De Moissac et coll. 2020; Forbes-Mewett et Sawyer, 2016; Shadowen et coll., 2019); ces taux accrus de dépression et d'anxiété sont interreliés avec les problèmes de santé mentale des étudiants étrangers des façons suivantes :

1. des difficultés liées à l'immigration (par exemple, solitude, isolement, adaptation à la vie au Canada et à la culture des établissements d'enseignement postsecondaire au pays);
2. les conditions de vie précaires ou de surpeuplement dans les logements;
3. l'alimentation;
4. les conditions économiques (par exemple, la pauvreté relative ou absolue, les préoccupations financières);
5. les obstacles à l'éducation et difficultés liées à la réussite scolaire (par exemple, la maîtrise de la

langue);

6. les expériences d'abus et d'actes de violence; et
7. le racisme et la discrimination (Becker et coll., 2018; Calder et coll., 2016; De Moissac et coll. 2020; Mesidor et Sly, 2016; Rajapaksa et Dudnes, 2002; Ramsay et coll., 1999; Shadowen et coll., 2019).

Pourtant, les mesures d'aide dans les établissements universitaires existants (par exemple, les services de counselling et de santé, les services d'orientation, les services aux étudiants) sont sous-utilisées par les étudiants et les étudiantes de l'étranger (Yakushko et coll., 2008). Alors qu'ils et elles sont confrontés à des préoccupations accrues en matière de santé mentale et à des taux disproportionnés de violence fondée sur le genre, les étudiants et les étudiantes de l'étranger sont nettement moins susceptibles de chercher de l'aide sur le campus ou en dehors de celui-ci, que ce soit par des canaux formels ou informels (Becker et coll., 2018; De Moissac et coll. 2020; Hutcheson et Parsons, 2022; Shannon et coll., 2019; MOSAIC, n.d.b.; Ridde et coll., 2019).

Bien qu'elles subissent des taux plus élevés de violence fondée sur le genre sur les campus et en dehors, les étudiantes étrangères sont nettement moins susceptibles de demander de l'aide et rencontrent des obstacles plus importants que leurs semblables au pays (MOSAIC, n.d.b.; Ridde et al., 2019). Ces obstacles à la recherche d'aide comprennent notamment :

1. Honte et stigmatisation;
2. Croyances culturelles et communautaires relatives à la recherche d'aide et à la violence fondée sur le genre;
3. Barrières linguistiques;
4. Services limités, voire inexistant, inappropriés ou non sensibilisés culturellement;

Chercher de l'aide

Une étudiante étrangère qui a été agressée sexuellement et physiquement par un ami avec lequel elle partageait son logement a déclaré : « Je vivais avec quelqu'un que je connaissais du Népal. Je lui faisais confiance et quand je suis arrivée ici, j'ai pensé qu'il me traiterai comme une sœur. Cette personne me criait après tout le temps et j'avais l'impression que je n'avais pas le droit d'exprimer mes opinions. Il y avait de la violence » (cité dans Kale, 2021, paragraphe 5).

En ce qui concerne la recherche d'aide, elle a noté : « ...il a profité de mon innocence et de ma vulnérabilité. [Si vous racontez une histoire d'agression sexuelle, vous avez l'impression que vous allez être jugée par les gens. Le fait de ne pas être dans son propre pays fait une grande différence [...]. J'avais l'impression d'être la personne la plus faible sur la planète » (cité dans Kale, 2021, paragraphe 5, paragraphe 11).

5. Terminologies inaccessibles dans les politiques et les lois;
6. Manque de sensibilisation aux services et soutiens existants et appropriés;
7. Préjugés, discrimination et racisme, y compris pour les interactions des prestataires de services
8. Préoccupations liées à la confidentialité et aux représailles éventuelles de la part des auteurs de violences;
9. Culpabilisation de la victime; et
10. Expériences insatisfaisantes lors de recherches d'aide auparavant (Becker et coll., 2018; Bonistall Postel, 2020; De Moissac et coll. 2020; Forbes-Mewett et McCulloch, 2016; Hutcheson et Parsons, 2022; MOSAIC, n.d.b., Shannon et coll., 2019).

Parmi les étudiants étrangers qui cherchent de l'aide, celles et ceux qui ressentent une plus grande « appartenance, un sentiment de cohérence, une pleine conscience, [...] une intégration académique et sociale » et un « lien avec leur université » cherchent le plus souvent de l'aide par le biais de réseaux informels, tandis que les autres cherchent généralement du soutien par des canaux officiels (Becker et coll., 2018, p. 1636).

Les étudiantes étrangères survivant à de violences fondées sur le genre ont indiqué qu'elles craignaient de chercher du soutien, en particulier auprès du système de justice en raison de leur statut d'immigrante (Hutcheson et Lewington, 2017; Hutcheson et Parsons, 2022). Ces étudiantes ont exprimé leur crainte de dénoncer cette violence, ce qui aurait des conséquences négatives sur leur statut dans le pays, des obstacles pour les futures demandes d'immigration ou leur expulsion. Plus précisément, elles craignent que leur statut de résidence qui n'est pas permanent dans le pays (par exemple, la citoyenneté, la résidence permanente) signifie qu'elles ont « moins de protection » (Hutcheson et Parsons, 2022, para. 5; voir également Forbes-Mewett et McCulloch, 2016). Ces craintes peuvent être utilisées par les auteurs de violences fondées sur le genre afin de réduire les étudiantes étrangères au silence et les empêcher de divulguer ces gestes, de faire des signalements ou de demander de l'aide en cas d'agressions sexuelles et de violences conjugales ou de partenaires intimes (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016; Hutcheson et Parsons, 2022).

Qu'est-ce qu'un « statut d'immigration contingentée »?

Au Canada, comme dans de nombreux autres pays où l'enseignement est réglementé pour les personnes de l'étranger, le statut d'étudiant international est conditionnel, ce qui signifie que le maintien de ce statut pour rester légalement dans le pays dépend de nombreux facteurs (par exemple, le maintien du statut d'étudiant actif ou l'obtention de notes suffisantes).

(Hutcheson et Parsons, 2022, para. 5)

Politiques et usages en matière de violence fondée sur le genre dans les établissements d'études postsecondaires

Les établissements d'enseignement postsecondaire représentent donc un obstacle de plus à la sécurité des étudiantes étrangères qui ont survécu à des incidents de violence liés à leur genre. Les collèges et universités négligent souvent les perspectives intersectionnelles dans leurs politiques et procédures en réaction à la violence fondée sur le genre sur les campus, ce qui amplifie les risques et accroît les vulnérabilités auxquels ces femmes sont confrontées (Forbes-Mewett et McCulloch, 2016; Morley et coll., 2008).

Lorsque les étudiantes et les étudiants étrangers sont inclus dans les mesures de rétroaction et les politiques des établissements d'enseignement postsecondaire en matière de violence sexuelle ou sexiste, ils et elles sont généralement traités comme un groupe homogène. D'autre part, le statut d'étudiant étranger peut être sous-entendu, mais non mentionné expressément, dans les politiques relatives à la violence fondée sur le genre dans le secteur de l'enseignement postsecondaire. Par exemple, la condition d'étudiant provenant de l'étranger n'est souvent que vaguement comprise dans la vaste catégorie des facteurs intersectionnels, ce qui est commun à tous les établissements postsecondaires canadiens. Par conséquent, les variables clés pouvant exposer les étudiantes étrangères à un risque accru de subir ce type de violence sont négligées (par exemple, la race, l'origine ethnique, le statut socio-économique ou le pays d'origine).

*Politiques visant la violence sexuelle dans les universités au Canada**

*La liste ci-dessous n'est pas exhaustive, mais des universités importantes partout au Canada ont été incluses dans cette analyse préliminaire de leurs politiques respectives.

Alberta

Mount Royal University à Calgary, Alberta

La politique [Sexual Violence Response Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Alberta à Edmonton, Alberta

La politique [Sexual Violence Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Calgary à Calgary, Alberta

La politique [Sexual and Gender-Based Violence Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Colombie-Britannique

Simon Fraser University à Burnaby, Colombie-Britannique (C.-B.)

La politique [Sexual Violence and Misconduct Prevention, Education and Support](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of British Columbia à Vancouver, Colombie-Britannique (C.-B.)

La politique [Sexual Misconduct Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Northern British Columbia à Prince George, C.-B.

La politique [Sexual Violence and Misconduct Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Victoria à Victoria, C.-B.

La politique [Sexualized Violence Prevention and Response Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger, *mais les services aux étudiants internationaux de l'Université sont au nombre des ressources auxquelles les étudiantes et les étudiants de l'étranger peuvent éventuellement faire appel.*

Manitoba

University of Manitoba à Winnipeg, Manitoba

La politique [Respectful Work and Learning Environment and Sexual Assault Policy and Procedure](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Winnipeg à Winnipeg, Manitoba

La politique [Sexual Violence and Prevention Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Nouveau-Brunswick

Mount Allison University à Sackville, Nouveau-Brunswick

La politique de Mount Allison [Sexual Violence Prevention and Response](#) qui est administré par

le vice-président des affaires étudiantes et internationales de l'Université, ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

St. Thomas University à Fredericton, Nouveau-Brunswick

La politique [Policy on Sexual Violence](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Nouvelle-Écosse

Dalhousie University à Halifax, Nouvelle-Écosse

La politique [Sexualized Violence Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Saint Mary's University à Halifax, Nouvelle-Écosse

La politique [Sexual Violence Policies and Procedures](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Ontario

Ontario Tech University à Oshawa, Ontario

La politique [Student Sexual Violence Policy and Procedures](#) ne comporte *pas* de références ou de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Queen's University à Kingston, Ontario

La politique [Policy on Sexual Violence Involving Queen's University Students](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

St. Lawrence College à Kingston, Ontario

La politique [Sexual Violence Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Guelph à Guelph, Ontario

La politique [Sexual Violence Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Ottawa à Ottawa, Ontario

La politique [Prevention of Sexual Violence](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Toronto à Toronto, Ontario

La politique [Policy on Sexual Violence and Sexual Harassment](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Waterloo à Waterloo, Ontario

La politique [Prevention of and Response to Sexual Violence](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Western University à London, Ontario

La politique [Policy on Gender-Based and Sexual Violence](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

York University à Toronto, Ontario

La politique [Policy on Sexual Violence](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Île-du-Prince-Édouard

University of Prince Edward Island à Charlottetown, Prince Edward Island

La politique [Sexual Violence Policy](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Québec

McGill University à Montreal, Québec

La politique contre la violence sexuelle de l'Université McGill ([Policy Against Sexual Violence](#)) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Regina à Regina, Saskatchewan

La politique [Sexual Violence/Misconduct](#) ne comporte *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

University of Saskatchewan à Saskatoon, Saskatchewan

La politique Sexual Assault Prevention policy et [le document d'accompagnement](#) (companion document) ne comportent *pas* de références ni de recommandation spécifique par rapport aux étudiants et aux étudiantes venant de l'étranger.

Plus de sécurité pour les étudiants et les étudiantes de l'étranger

Les politiques et les pratiques des établissements d'enseignement postsecondaires en matière de rétroaction par rapport à la violence fondée sur le genre n'abordent généralement pas de manière significative les risques et les vulnérabilités propres aux étudiantes et aux étudiants étrangers. Toutefois, pour combler certaines de ces lacunes, il existe des ressources qui peuvent amoindrir les obstacles rencontrés par les étudiantes et les étudiants étrangers victimes de violence fondée par le genre et améliorer leur sécurité (par exemple au moyen de guides, de trousseaux à outils et de révision des politiques en vigueur).

Ressources disponibles pour les étudiantes et les étudiants de l'étranger

[International Student Project](#)

Bystander

L'Université Windsor est en train d'étendre la tenue des ateliers de prévention des agressions sexuelles dirigés par les pairs Bringing in the Bystander aux facultés où il y a une plus grande proportion d'étudiants étrangers (parag. 1).

[International Student Safety Guide](#)

Peer Creating Awareness to Facilitate Education and Support (PEERS CAFE) / MOSAIC BC

Le PEERS CAFE est une initiative créée pour aborder la question des agressions sexuelles et de leur impact sur les étudiants internationaux. Cette initiative vise à sensibiliser les étudiants internationaux aux agressions sexuelles et à leur donner les connaissances nécessaires pour mettre en œuvre des outils leur permettant de se protéger, de soutenir leurs pairs victimes/survivants d'agressions sexuelles et d'accroître leur capacité à prévenir ce crime et à y répondre. Si vous êtes un étudiant étranger et que vous souhaitez en savoir plus sur les politiques d'immigration, les agressions sexuelles et le consentement, sur la manière de soutenir vos pairs (police/hôpital/professionnels)

est une initiative créée pour traiter la question des agressions sexuelles et de leur impact sur les étudiants étrangers (p. 1).

Outils pour les établissements d'études postsecondaires et les prestataires de service

Preventing and Responding to Sexual Violence and Misconduct at British Columbia Post-Secondary Institutions

British Columbia
Ministry of Education

Un guide pour le développement des politiques et des pratiques.

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

Le SCFP a publié de nombreux guides et listes de contrôle afin de venir en aide aux établissements d'études postsecondaires cherchant à réagir face à la violence et au harcèlement sexuels, notamment le guide Les suites à donner à la violence et au harcèlement sexuels sur le campus et le devoir de représentation, le guide Une réponse à la violence et au harcèlement sexuels tenant compte des traumatismes, une fiche d'information intitulée La violence et le harcèlement sexuels : prévention et intervention - Fiche d'information à l'intention des membres du SCFP, le guide Prévention de la violence et du harcèlement sexuels sur les campus : le rôle de la section locale, la Liste de contrôle des politiques des établissements postsecondaires concernant la violence et le harcèlement sexuel et enfin, le Guide sur les politiques des établissements postsecondaires concernant la violence et le harcèlement sexuels.

Enhance Access to Safety for International Students: A Toolkit for Service Providers

MOSAIC BC

Law Foundation of BC

L'initiative Enhance Access to Safety for International Students répond à la nécessité de mettre l'éducation juridique, la sensibilisation à la violence sexuelle et les ressources communautaires à la disposition des étudiants étrangers vulnérables dans les régions éloignées, isolées et mal desservies de la province. En outre, l'initiative vise à sensibiliser les

Courage to Act Knowledge Centre

Possibility Seeds

Le Courage to Act's Knowledge Centre est un répertoire national d'outils et de boîtes à outils destinés à lutter contre la violence sexiste dans les établissements d'enseignement postsecondaire au Canada. Ces ressources ont été créées par notre réseau national de chefs de file parmi les étudiantes et les étudiants, les personnes qui sont des survivantes, de travailleurs et travailleuses de première ligne, d'experts juridiques, de dirigeants syndicaux et d'éducatrices et d'éducateurs, le personnel et des administrateurs du secteur de l'enseignement postsecondaire (parag. 1)

prestataires de services au sein de ces mêmes communautés aux complexités qui influencent la décision des étudiants étrangers de divulguer la violence sexuelle et à doter ce groupe de l'éducation juridique et de l'humilité culturelle nécessaires pour soutenir les étudiants étrangers (p. 4).

Défense des droits face à la violence fondée sur le genre et communautés universitaires : Politiques sur la VFG sur les campus

Violence Against Women Learning Network: Mobilizing Knowledge to End Gender-Based Violence

Ce sommaire de recherche présente le contexte des politiques actuelles en matière de violence sexuelle sur les campus postsecondaires et souligne le rôle essentiel d'une défense collective des droits pour faire évoluer la situation (parag. 1).

Ces outils comprennent : [A Comprehensive Guide to Campus Gender-Based Violence Complaints: Strategies for Procedurally Fair, Trauma Informed Processes to Reduce Harm](#) et une [trousse](#) (un rapport est offert en français) dont le nom est [Education and Training Toolkit: Addressing and Preventing Gender-Based Violence at Post-Secondary Institutions](#).

Plusieurs guides, ressources et trousse d'outils sont disponibles et ils peuvent être téléchargés directement du site *Web Courage to Act* (Le courage d'agir).

REES CAMPUS

REES: A Safer Community by a Community that Cares

REES est une plate-forme en ligne simple et sécurisée pour le signalement des violences sexuelles qui est adaptée au contexte particulier des établissements d'enseignement supérieur. (parag. 1).

Les partenariats de REES avec les maisons d'enseignement post-secondaire au Canada comprennent, entre autres, les joueurs suivants : University of Windsor, St. Francis Xavier College, Mount Allison University, Okanogan College, The King's University, Brandon University, Providence et Booth University College.

Rapports produits par des établissements d'études postsecondaires

Simon Fraser University

Burnaby, British Columbia

[International Pathways Project: Identifying and reducing barriers that newcomer](#)

St. Lawrence College

Kingston, Ontario

[Supports for International Students: Sexual Violence Support](#)

University of Toronto

Toronto, Ontario

[Student's Guide to the Policy of Sexual Violence & Sexual Harassment](#)

[students have in accessing sexual violence support and education services at SFU](#)

Examens et audits des politiques

The Canadian Centre for Legal Innovation and Sexual Assault Response

Le CCLISAR a réalisé des études indépendantes sur les politiques de lutte contre la violence fondée sur le genre dans les universités suivantes : [Bishop's University, Mount Allison University, Saint Francis Xavier University](#)

**University of Alberta
Edmonton, Alberta**

[Sexual Violence Management Audit Report](#)

Réalisé au cours de l'hiver 2022, l'audit interne sur la gestion de la violence fondée sur le genre à l'Université de l'Alberta a été préparé à la demande du comité d'audit et de risque du conseil d'administration et cette vérification a porté exclusivement sur l'efficacité des politiques et procédures de l'Université en matière de plaintes pour violence et harcèlement sexuels, ainsi que sur l'efficacité des systèmes de prévention de la violence et du harcèlement fondés sur le genre. L'audit souligne l'importance des mesures les plus récentes prises par l'Université afin d'atteindre ses objectifs en matière de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre.

Recommandations et conclusion

La violence fondée sur le genre perpétrée à l'encontre des étudiantes étrangères ne peut pas être comprise en fonction d'un seul point de vue, ni faire l'objet d'un modèle unique (Dills et coll. 2016; Park, 2018). Les approches de prévention et d'intervention en matière de violence fondée sur le genre chez les étudiantes et étudiants étrangers, ainsi que les mesures de soutien aux personnes survivantes de cette violence, devraient être élaborées à partir d'une analyse intersectionnelle, relationnelle, historiquement spécifique et structurelle de la violence » (Park, 2018, p. 33). Cela nécessite non seulement une approche intersectionnelle (c.-à-d. fondée sur la race, l'ethnicité, le genre, la culture, la classe, la citoyenneté et le colonialisme), mais aussi une compréhension polyvalente (par exemple, en fonction de la façon dont la racialisation peut avoir un impact différent chez les individus et sur les groupes).

Bien que la violence fondée sur le genre soit perpétrée à l'encontre des étudiants et étudiantes de l'étranger à la fois sur les campus des établissements postsecondaires et en dehors de ceux-ci, ces établissements devraient néanmoins « être tenus responsables » de la santé, du bien-être, de la sécurité et de la protection de ces étudiants et étudiantes (Ridde et coll., 2019, pp. 1-2). Dills et coll. (2016) recommandent d'élaborer des programmes de prévention et d'intervention dans les établissements postsecondaires qui soient spécifiques aux besoins des étudiants étrangers en tenant compte de leurs contextes et expériences vécues variés, diversifiés et uniques en soi, c'est-à-dire de ne pas adopter une seule démarche qui traiterait tous les étudiantes et étudiants de l'étranger comme un groupe homogène.

La santé, le bien-être, la sécurité et la protection des étudiantes et étudiants de l'étranger doivent être une priorité pour les établissements d'études postsecondaires, ainsi que pour les mesures de soutien et les services hors campus; cela inclut, mais sans s'y limiter, des rétroactions et des programmes axés sur la santé et la sécurité répondant aux besoins précis et diversifiés des étudiantes et étudiants étrangers, en mettant l'accent sur la violence fondée sur le genre de manière

Services axés sur la clientèle étudiante

Hutcheson et Parsons (2016) recommandent les services suivants axés sur les étudiants visant à promouvoir la sécurité des étudiants et étudiantes de l'étranger au Canada.

MOSAIC, qui est « une organisation basée à Vancouver qui crée des ateliers centrés sur les étudiants étrangers autour de la sensibilisation à la violence sexuelle offrant du soutien et des ressources pour le signalement et organisant des événements avec les pairs pour que les étudiants puissent s'informer » (parag. 9).

Sunoh Charity, « Sunoh, dérivé du mot hiindi signifiant « écouter », est une organisation caritative internationale basée au Canada qui vise à soutenir la santé mentale des étudiants étrangers et à lutter contre le trafic sexuel de ces personnes. » (parag. 10)

Consent McGill, « qui propose aux étudiants étrangers des ateliers d'information sur les relations saines, le consentement et les violences sexuelles. » (para. 11)

marquée et culturellement sensibilisée (Poljski, 2011). Les établissements postsecondaires et les offres de mesures de soutien ou services hors campus doivent également tenir compte des obstacles particuliers à la sécurité auxquels sont confrontées les étudiantes étrangères (voir la section Obstacles et défis à relever, p. 8-11). Par exemple, il est moins courant que des interventions des témoins aient lieu lorsque la violence fondée sur le genre est perpétrée par et/ou contre des étudiants étrangers (Kania et Cale, 2018).

La lutte contre la violence fondée sur le genre perpétrée à l'encontre des étudiants étrangers nécessite une réponse en collaboration et holistique de la part des établissements d'enseignement postsecondaire et des organisations et services hors campus afin de garantir que ces étudiantes et étudiants soient en sécurité et soutenus tout au long de leur séjour au Canada. Les mesures de soutien et les services sur le campus et hors de ceux-ci doivent fournir des soins individualisés, culturellement sensibilisés et centrés sur l'étudiant ou l'étudiante, ce qui est particulièrement important pour prévenir et combattre la violence fondée sur le genre (Dills et coll., 2016; Hutcheson et Parsons, 2022; Poljski, 2011). En ce qui a trait à la violence fondée sur le genre en particulier, ces mesures de soutien adaptées aux besoins des étudiants étrangers comprendraient des informations accessibles et pertinentes sur leurs droits et sur les mesures de soutien et services disponibles, culturellement sensibilisés et tenant compte des traumatismes vécus.

Pour en savoir plus sur le projet Contribuer à la santé des survivantes de violence familiale dans les procédures de droit de la famille, rendez vous sur <https://fvfl-vfdf.ca/> consultez nos centres de recherche partenaires :

The Centre for Research & Education on Violence Against Women & Children



Western

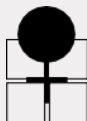
Centre for Research & Education on
Violence Against Women & Children

<http://www.learningtoendabuse.ca>

Dr. Peter Jaffe

Dr. Katreena Scott

The FREDA Centre for Research on Violence Against Women and Children



The FREDA Centre

for Research on Violence
Against Women and Children

<http://www.fredacentre.com>

Dr. Margaret Jackson

Muriel McQueen Fergusson Centre for Family Violence Research

in partnership with St. Thomas University



Muriel McQueen
Fergusson Centre
for Family Violence Research



Centre Muriel
McQueen Fergusson
pour la recherche sur la violence familiale

<https://www.unb.ca/mmfc/>

Dr. Catherine Holtmann

Karla O'Regan

[Professor's website](#)

Recherches Appliquées et Interdisciplinaires sur les Violences intimes, familiales et structurelles

in partnership with Université du Québec à Montréal



Recherches Appliquées et
Interdisciplinaires sur les Violences
intimes, familiales et structurelles

<https://www.raiv.ulaval.ca/en>

Dr. Geneviève Lessard

Dr. Dominique Bernier

[Professor's website](#)

RESOLVE: Research and Education for Solutions to Violence and Abuse



<https://umanitoba.ca/resolve>

Dr. Kendra Nixon

Sources de référence

- Arrive (n.d.). *Top 6 reasons to study in Canada: Advantages for international students*. <https://arrivein.com/studying/top-6-reasons-to-study-in-canada-advantages-for-international-students/>
- Becker, M. A. S., Dong, S., Kronholz, J., Brownson, C. J. (2018). Relationships between stress and psychosocial factors with sources of help-seeking among international students. *Journal of International Students, 8*(4), 1636-1661.
- Bloom, B. E., Sorin, C. R., Wagman, J. A., & Oaks, L. (2021). Employees, advisees, and emerging scholars: A qualitative analysis of graduate students' roles and experiences of sexual harassment on college campuses. *Sexuality & Culture, 25*, 1653-1672.
- Bonistall Postel, E. (2020). Violence against international students: A critical gap in the literature. *Trauma, Violence, & Abuse, 21*, 71-81.
- Burczycka, M. (2020). Students' experiences of unwanted sexualized behaviours and sexual assault at postsecondary schools in the Canadian provinces, 2019 (p. 48). *Statistics Canada*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2020001/article/00005-eng.htm>
- BurnabyNow (2019). Female international students seen as 'easy targets' for sexual assault: MOSAIC. *BurnabyNow*. <https://www.burnabynow.com/local-news/female-international-students-seen-as-easy-targets-for-sexual-assault-mosaic-3092506>
- Calder, M. J., Richter, S., Mao, Y., Burns, K. K., Mogale, R. S., & Danko, M. (2016). International students attending Canadian universities: Their experiences with housing, finances, and other issues. *Canadian Journal of Higher Education, 46*(2), 92-110.
- Canadian Bureau for International Education. (2018). International students in Canada. *CBIE Research in Brief #10*. <https://cbie.ca/what-we-do/research/library>
- CBC News. (2019). International students more vulnerable to sexual assault, immigrant services group says. *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/mosaic-immigrant-advocates-1.4998296>
- Clough, B. A., Nazareth, S. M., Day, J. J., & Casey, L. M. (2019). A comparison of mental health literacy, attitudes, and help-seeking intentions among domestic and international tertiary students. *British Journal of Guidance & Counselling, 47*(1), 123-135.
- Coston, C. (2004). Worries about crime among foreign students studying in the United States. In C. Coston (Ed.), *Victimizing vulnerable groups: Images of uniquely high-risk crime targets* (pp. 161-176). Praeger.

- Dam, H., Chan, J., & Wayland, S. (2018). Missed opportunity: International students in Canada face barriers to permanent residence. *Journal of International Migration and Integration*, 19(4), 891–903.
- De Moissac, D., Graham, J. M., Prada, K., Gueye, N. R., & Rocque, R. (2020). Mental health status and help-seeking strategies of international students in Canada. *The Canadian Journal of Higher Education*, 50(4), 52-71.
- DeKeseredy, W., & Kelly, K. (1993). The incidence and prevalence of woman abuse in Canadian university and college dating relationships. *Canadian Journal of Sociology*, 18(2), 137–159.
- Dills, J., Fowler, D., & Payne, G. (2016). Sexual violence on campus: Strategies for prevention. *National Center for Injury Prevention and Control, Centers for Disease Control and Prevention*. <https://stacks.cdc.gov/view/cdc/43899>
- Dwyer, M. (2017 November 27). These Canadian universities have the most international students- How schools compare for welcoming out-of-province and foreign students. *MacLean's*. <https://www.macleans.ca/education/which-canadian-universities-have-the-most-international-students/>
- Eyre, L. (2000). The discursive framing of sexual harassment in a university community. *Gender and Education*, 12, 293-307.
- Firang, D. & Mensah, J. (2022). Exploring the effects of the COVID-19 pandemic on international students and universities in Canada. *Journal of International Students*, 12(1), 1–18.
- Forbes-Mewett, H. (2011). International education preparation: Minimising risk and furthering security. *International Journal of Contemporary Sociology*, 48, 61-92.
- Forbes-Mewett, H., & McCulloch, J. (2016). International students and gender-based violence. *Violence Against Women*, 22, 3, 344–365.
- Forbes-Mewett, H. & Sawyer, A. M. (2016). International students and mental health. *Journal of International Students*, 6(3), 661-667.
- Gordon, J. (2020 September 15). Staying home: Drop in foreign students' bad omen for Canada's labor market. *Domestic News*. <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-canada-universitie-idCAKBN26632B?edition-redirect=ca>
- Hari, A., Hardon, L., & Zhanf, H. (2021). A transnational lens into international student experiences of the COVID-19 pandemic. *Global Networks*, 1-17.
- Hutcheson, S., & Lewington, S. (2017). Navigating the labyrinth: Policy barriers to international students' reporting of sexual assault in Canada and the United States. *Education & Law Journal*, 27(1), 81-98.
- Hutcheson, S., & Parsons, A. (2022). *International students and sexual violence*. <https://www>.

mcgill.ca/definetheline/article/international-students-and-sexual-violence

- Jeffrey, N. K., & Barata, P. C. (2019). "She didn't want to...and I'd obviously insist": Canadian university men's normalization of their sexual violence against intimate partners. *Journal of Aggression, Maltreatment & Trauma*, 28(1), 85–105.
- Kale, N. (2021). "I didn't know where to go": The reality facing female international students after abuse. SBS. <https://www.sbs.com.au/topics/voices/culture/article/2019/07/09/i-didnt-know-where-go-reality-facing-female-international-students-after-abuse>
- Kania, R. & Cale, J. (2018). Preventing sexual violence through bystander intervention: Attitudes, behaviours, missed opportunities, and barriers to intervention among Australian university students. *Journal of Interpersonal Violence*, 36(5-6), 2816-2840.
- Martin-Storey, A., Paquette, G., Bergeron, M., Dion, J., Daigneault, I., Hébert, M., & Sandrine, R. (2018). Sexual violence on campus: Differences across gender and sexual minority status. *Journal of Adolescent Health*, 62(6), 701-707.
- McEwan, J. & Texeira, C. (2012). Doing their 'home' work: A case study of University of British Columbia Okanagan student youth rental housing experiences in the City of Kelowna. *BC Studies*, 173, 123-142.
- Morley, L., Leach, F., & Lugg, R. (2008). Democratising higher education in Ghana and Tanzania: Opportunity structures and social processes. *Journal of the World University Forum*, 1, 51-60.
- MOSAIC (n.d.a.). *Addressing gender-based violence against international students*. <https://mosaicbc.org/our-programs/addressing-gender-based-violence-against-international-students/>
- MOSIAC (n.d.b.). *International students project*. <https://mosaicbc.org/our-resource/international-students-project/>
- Mesidor, J. & Sly, K. F. (2016). Factors that contribute to the adjustment of international students. *Journal of International Students*, 6(1), 262-282.
- Muehlenhard, C. L., Peterson, Z. D., Humphreys, T. P., & Jozkowski, K. N. (2017). Evaluating the one-in-five statistic: Women's risk of sexual assault while in college. *Journal of Sex Research*, 54(4–5), 549–576.
- Park, H. (2018). Violence against international students on North American university and college campuses: An intersectional, structural and global analysis. *Canadian Women Studies*, 32, 29-34.
- Poljski, C. (2011). *On your own: Sexual and reproductive health of female international students in Australia*. Melbourne, Australia: Multicultural Centre for Women's Health.

- Rajapaksa, S., & Dundes, L. (2002). It's a long way home: International student adjustment to living in the United States. *Journal of College Student Retention: Research, Theory & Practice*, 4, 15–28.
- Ramsay, S., Barker, M., & Jones, E. (1999). Academic adjustment and learning processes: A comparison of international and local students in first-year university. *Higher Education Research & Development*, 18, 129–144.
- Ridde, V., Dagenais, C., & Daigneault, I. (2019). It's time to address sexual violence in academic global health. *BMJ Global Health*, 4(2), 1-4.
- Sable, M., Danis, F., Mauzy, D., & Gallagher, S. (2006). Barriers to reporting sexual assault for women and men: Perspectives of college students. *Journal of American College Health*, 55, 157-162.
- Sciarpelletti, L. (2020, September 9). U of R international students struggle with delayed study permits, loneliness, money. *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/international-students-struggling-with-delayed-study-permits-loneliness-money-1.5714938>
- Shadowen, N. L., Williamson, A. A., Guerra, N. G., Ammigan, R., & Drexler, M. L. (2019). Prevalence and correlates of depressive symptoms among international students: Implications for university support offices. *Journal of International Students*, 9(1), 129-149.
- Shannon, A., Flett, G. L., & Goldber, J. O. (2019). Feelings of not mattering, perceived stigmatization for seeking help, and help-seeking attitudes among university students. *International Journal of Mental Health and Addiction*, 18, 1294-1303.
- Statistics Canada. (2018). Canadian postsecondary enrolments and graduates, 2016/2017. *The Daily*, 11, 1-4.
- Statistics Canada. (2020). Canadian postsecondary enrolments and graduates, 2017/2018. *The Daily*, 1-3.
- Todorova, M.S., Brooks, H.H., Persaud, R.S. & Moorhouse, E.A. (2022). Sexual violence prevention and international students in Canadian universities: Misalignments, gaps, and ways forward. *Comparative and International Education/Éducation comparée et internationale*. 50, 2, 33-50. <https://doi.org/10.5206/cieeci.v50i2.14250>
- Van de Velde, S., Buffel, V., Bracke, P., Van Hul, G., Somogyi, N. M., Willems, B., & Wouters, E. (2021). The COVID-19 international student well-being study. *Scandinavian Journal of Public Health*, 49(1), 114-122.
- Yakushko, O., Meghan, D. M., & Sanford-Martens, T. C. (2008). Seeking help in a foreign land: International students' use patterns for a U.S. university counseling center. *Journal of College Counseling*, 11(1), 6-18.

Yamawaki, N., Ostenson, J., & Brown, C. R. (2009). The functions of gender role traditionality, ambivalent sexism, injury, and frequency of assault on domestic violence perception a study between Japanese and American college students. *Violence Against Women, 15*, 1126–1142.